

FORUM CSFI _ CICODEV FACE À LA COVID 19

La crise sanitaire liée à la COVID 19 que connaît le monde depuis le mois de Décembre 2019 ne laisse personne indifférent. Ses impacts dépassent de loin le cadre strictement sanitaire, ils touchent tous les secteurs de la vie socio-économique en particulier les systèmes alimentaires à différentes échelles : locale, nationale, régionale et mondiale. Indubitablement, la COVID 19 menace à la fois les voies et les moyens d'existence des populations. Si cette menace concerne l'humanité dans sa globalité, elle est encore plus marquée en Afrique où plus de 2/3 de la population sont en situation de précarité alimentaire. Ces personnes vulnérables sont malheureusement celles qui sont les plus exposées face à la pénurie de denrées alimentaires.

La situation est préoccupante, elle l'est d'autant plus qu'elle perturbe fortement à la fois l'offre et la demande en produits alimentaires. CICODEV Afrique a mené une enquête au mois de Mai 2020 à travers ses 16 points focaux répartis dans les 14 régions du Sénégal pour recueillir l'avis et le ressenti des populations sur l'impact que la crise a sur leur quotidien et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au Sénégal, la vie économique de certaines régions est marquée par les échanges économiques au sein des marchés. Qu'ils soient quotidiens, hebdomadaires (louma) ou supermarchés, ces lieux où les consommateurs s'approvisionnent en produits de toutes sortes : denrées alimentaires agricoles, maraîchers, aliments de bétail, produits phytosanitaires, volaille, produits cosmétiques, habillement, sont de véritables zones de brassage économique et culturelle. Par exemple à Diourbel, région située au Centre du Sénégal, on y compte près de 32 marchés dont 15 sont des marchés hebdomadaires (louma). Y sont vendus, essentiellement des produits alimentaires tels que le mil, niébé, arachide, riz, légumes issus des activités agricoles et maraîchers de la région garantissant ainsi, en plus de la disponibilité des denrées alimentaires, la création de centaines d'emplois.

Les communes comme Kédougou et Kolda comptent respectivement près de 11 marchés répartis dans 10 quartiers avec une population de près de 156 351 habitants, et 3 marchés hebdomadaires avec une population de 78 000 habitants. Les loumas de Kolda polarisent plus de 60 villages environnants où des légumes, céréales, poisson, viande, riz, huile de palme, lait, arachide y sont vendus en provenance de ces villages, du Nord du Sénégal et des pays limitrophes avec plus de 600 tonnes de riz, plus de 300 tonnes de céréales et plus de 800 tonnes de légumes vendus par mois, d'où leur poids économique au sein de ces régions.

Pour rappel, c'est dans la région de Kolda que l'on retrouve le plus grand marché hebdomadaire de l'Afrique de l'Ouest : le « Louma de Diaobé » qui se tient chaque mercredi avec un chiffre d'affaire de 700 000 000 fcfa. Les producteurs, éleveurs et commerçants de la sous-région y échangent divers produits (poisson sèches, huile de palme, pâte d'arachide, fruits, légumes, arachide, riz, produits naturels).

À l'évidence, la fermeture des marchés hebdomadaires dans les différentes régions du pays à la suite des mesures de confinement a eu des impacts non négligeables dans l'approvisionnement en denrées alimentaires des populations, une flambée des prix qui sont passés du simple au double¹ (source enquête CICODEV), une rareté des produits agricoles, animales et végétales, l'inaccessibilité des produits de qualité couplée à des problèmes de stockage. À cela, il faut ajouter que les populations sont obligées d'effectuer de longues distances pour s'approvisionner avec des risques de non-disponibilité des produits. Ces problèmes, faut-il encore le rappeler concernent la quasi-totalité des régions du pays, de Kébémér à Matam, en passant par Tambacounda.

Quels sont selon vous les menaces immédiates des mesures de confinement sur la sécurité alimentaire en ville et dans les villages ?

Au Sénégal, l'état d'urgence décrété depuis le lundi 23 Mars a été suivi de plusieurs mesures dont le couvre-feu à partir de 20 h jusqu'à 6 h du matin dorénavant de 21 h à 5 h, une fermeture totale ou partielle des marchés, une fermeture des frontières et des échanges commerciaux interrégionaux. Lorsqu'on sait que la majorité des marchés de la région de Dakar sont alimentés en grande partie par des exploitations familiales situées dans les zones péri-urbaines telles que les Niayes. Ces mesures ne sont pas sans conséquence et pourraient restreindre l'accès des populations à des ressources alimentaires suffisantes, diverses et nutritives. La limitation des déplacements empêche l'acheminement des produits agricoles et donc leur commercialisation dans les marchés. Il en résulte une rareté des produits frais et surtout pour les producteurs une perte de leur production.

Par ailleurs, le couvre-feu a eu des conséquences dramatiques dans la région de Matam où, des familles démunies pourraient dormir sans manger, conséquence de la fermeture de tous les lieux de commerces y compris les boutiques de quartier. En effet avec le travail dans les chantiers en tant que maçon ou main d'œuvre, certains habitants terminent leur journée de travail tard vers 19h et sont confrontés à des difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires avec la fermeture des restaurants et des boutiques. Un problème d'accessibilité et de disponibilité des denrées a été noté dans l'ensemble des régions du Sénégal avec l'arrêt des transports qui crée une augmentation des prix pour certains produits et une rupture de stock pour d'autres. Avec ces circonstances, les populations ont des difficultés à assurer leur sécurité alimentaire car certains produits ne sont plus à leur portée.

¹ À Kédougou, le prix d'un kilogramme de poisson est passé de 2000 fcfa à 3500 fcfa et celui d'un kilogramme de pomme de terre de 500 fcfa à 600 fcfa.

Quels nouveaux obstacles à la production et à la commercialisation des denrées alimentaires se posent ?

Concernant la production, les obstacles rencontrés sont essentiellement liés au manque de transport et à la conservation des produits périssables, une situation difficile pour les producteurs du fait de l'absence de centre de stockage dans certaines régions. À Diourbel, certains producteurs ont mentionné des difficultés liées à la disponibilité des intrants à cette période pour le démarrage des travaux champêtres avec une main d'œuvre généralement confinée dans d'autres villes et régions. Cette indisponibilité des intrants est aussi mentionnée par les producteurs des régions de Ziguinchor, Thiès, Kolda, Kédougou, et Kaolack. D'autres avaient fait des productions en masse pour les vendre en prévision des cérémonies religieuses, mais avec la COVID 19, les regroupements d'individus ont été interdits et par conséquent, donc la surproduction est restée entre leurs mains. Toujours dans la région de Diourbel, les maraichers traversent d'énormes difficultés à cause de l'investissement cher qu'ils injectent dans leur activité (50g de semences de choux coute 15.000 fcfa avec des productions non vendues et une baisse du chiffre d'affaire qui est passé de 70.000 fcfa à même pas de 15.000 fcfa pour certains produits comme la planche de salade, ce qui rend difficile voire impossible le paiement de la main d'œuvre.

Les producteurs de poulet de chair de Fatick sont aussi impactés par cette crise car ils sont confrontés à une mévente de leurs produits avec la fermeture des restaurants, auberges et hôtels et une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. Avec une production de 350 poulets hors COVID 19, un des producteurs de Fatick a dû réduire sa production à 125 poulets avec des difficultés à écouler la moitié. Avant la fête de Korité, il a pu vendre 51 poulets, avec l'arrêt des activités de ses principaux clients (restaurants...), il s'est retrouvé avec une mévente de 69 poulets et 5 mortalités. Cependant la fête de Korité lui a permis d'écouler ses 69 poulets qui étaient jusque-là en mévente.

Des difficultés liées à l'accès au crédit dans les banques et leur faible implication dans la préparation de la campagne agricole ont été notées chez les producteurs de Kédougou occasionnant ainsi des inquiétudes de leur part. Nous notons aussi qu'avec l'arrêt des transports, certains producteurs ne peuvent plus accéder à leur champ au risque de perdre leur production s'ils ne les écoulent pas avant l'hivernage, une situation observée dans la région de Ziguinchor.

Quant aux restauratrices de rue qui vendaient des repas dans les marchés hebdomadaires, elles font face à des ruptures de stock de certains légumes du fait de l'arrêt des transports et des camions qui approvisionnaient régulièrement ces marchés. À Diokoul certaines se sont même reconverties en vendeuse de café et de beignets. Les horaires de travail de ces femmes se sont réduits avec une diminution du nombre de repas servis et de la clientèle du personnel. Parallèlement, les charges sociales augmentent causant ainsi des déséquilibres au sein des ménages.

Certaines restauratrices de la région de Kaolack sont obligées de préparer et de vendre les repas plus tôt que d'habitude du fait du couvre-feu avec une rareté des clients impactant ainsi leur recette financière. Pire, avec l'augmentation des cas de COVID 19, les populations commencent à se méfier des produits en provenance des restauratrices de rues pour des questions de sécurité sanitaire. Une situation observée à Tambacounda avec les restauratrices qui disposent et imposent les gestes barrières à tous les clients pour les rassurer face à cette méfiance. Beaucoup de restauratrices qui avaient coté des prêts de microfinance se retrouvent face à des difficultés pour rembourser les banques.

À Saint Louis, avec les mesures de restriction préfectorales, les vendeuses de poisson partent au niveau du quai de pêche à sept heures du matin alors qu'avant la crise de la COVID 19 elles y étaient à six heures du matin pour pouvoir acheter et revendre la marchandise en temps réel. Aujourd'hui, ces femmes ont des difficultés à revendre leurs produits bien que la disponibilité du poisson soit permanente. Il faut aussi faire cas de la détérioration du poisson faute de moyen de conservation dans les zones à forte potentiel halieutique à l'image de Saint Louis entre autres.

Connaissez-vous des expériences d'adaptation, d'innovations dans la chaîne d'approvisionnement des populations en nourriture pendant cette crise liée au Covid-19 ?

L'une des expériences qui pourraient être encouragée en pareille situation est la livraison à domicile. Les producteurs pourront continuer à produire et recevoir les commandes des populations qui se feront livrer sans nécessairement se déplacer. Ce système de circuit court est en plein essor dans certaines régions du Sénégal du fait de l'accessibilité à internet, la facilité des opérations et la sécurité des transactions. À Kédougou certains consommateurs passent leur commande de produits alimentaires par téléphone, paient en ligne et se font livrés à domicile. Tandis que d'autres achètent en grande quantité pour pouvoir stocker quelques produits non périssables (riz, sucre, lait, dattes, œufs...) et se constituer des réserves. Ceux qui sont plus démunis achètent plutôt au jour le jour. Dans la région de Fatick, les consommateurs sont obligés d'acheter des denrées de première nécessité à partir de Vendredi pour le week-end du fait de la fermeture des marchés le samedi et la réduction des horaires le dimanche.

Une autre solution plus plausible pour les Etats est de maintenir la fluidité des chaînes alimentaires en rendant plus souple les mesures qui restreindraient le commerce et la mobilité des produits tout en explorant la possibilité d'utiliser un système de banque alimentaire qui prévoirait la livraison des denrées de la part du gouvernement et des dons venant des personnes privées dans les régions et zones les plus reculées.

Au Sénégal, le gouvernement à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural a instruit la Direction de l'Horticulture de réaliser un inventaire des stocks en souffrance (invendus) de produits horticoles (oignon, pomme de terre, carotte, choux) dans les centres de groupage et plateforme de commercialisation du pays. C'est à la suite de cela que le Chef de l'État a instruit la délégation générale à l'entreprenariat rapide des femmes et des jeunes (DER) à accompagner les acteurs dans la commercialisation des invendus avec une ligne de crédit de 2 milliards de Fcfa.

« Sachant qu'une partie de ces stocks sera injectée dans l'aide alimentaire à destination des populations les plus vulnérables, le fait de décongestionner le marché en absorbant les stocks en souffrance permettra de relancer la commercialisation et la distribution au niveau national avec l'assouplissement des mesures du chef de l'État avec l'ouverture des marchés et la facilitation de la mobilité des opérateurs » selon Docteur Macoumba Diouf Directeur de l'Horticulture.

Au demeurant, face aux menaces de la COVID 19, des pays comme le Nigeria ont mis en place plusieurs stratégies pour répondre aux besoins des populations en approvisionnement de nourriture. Ainsi, le gouvernement nigérian s'est dit prêt à livrer jusqu'à 70 000 tonnes² de céréales de sa réserve afin d'atténuer les effets de la pénurie alimentaire et d'autres défis posés par la COVID-19. Les produits alimentaires proviennent essentiellement, de six complexes de silo à travers le pays.

En Côte d'Ivoire, l'association Afruibana née du regroupement de plusieurs associations de producteurs et exportateurs de fruits de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Ghana s'est mobilisée afin de mettre en œuvre l'ensemble des consignes sanitaires délivrées par les gouvernements des pays producteurs dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID 19. Leur priorité étant d'assurer un approvisionnement continu de bananes de qualité vers les centres de distribution et garantir la sécurité sanitaire des travailleurs.

Quelles places occupent et quels rôles jouent les supermarchés, les marchés urbains et ruraux, les circuits courts, etc.?

La grande distribution n'est pas présente sur toute l'étendue du territoire sénégalais même si dans les grandes villes elles se développent de façon rapide. Les marchés urbains et ruraux sont ceux qui encaissent le coup économique de la COVID 19 à cause de la réduction drastique de leurs activités. Du reste, la plupart des consommateurs ne trouvent pas d'inconvénients à se rendre dans la grande distribution pour s'approvisionner en produits alimentaires. S'ils y trouvent leur compte/besoins, ce sera au bénéfice de ces supermarchés qui pourront alors réaliser des chiffres d'affaires plus importants. À Dakar, une grande affluence est observée dans les supermarchés avec les commandes en ligne de plus en plus importantes.

² https://www.lepoint.fr/afrique/le-covid-19-met-l-afrique-au-defi-de-sa-securite-alimentaire-04-04-2020-2370093_3826.php

Ceci se justifie car coïncidant avec la période du ramadan où les achats de denrées alimentaires augmentent. À l'intérieur du pays, les consommateurs sont plus présents dans les alimentations générales, au niveau des boulangeries, boutiques, épiceries et kiosques où les produits dont ils ont besoin y sont disponibles. Concernant les circuits courts, une réorganisation des producteurs a été notée dans la région de Fatick. Ces derniers viennent dans le marché les jours de Vendredi et les populations en profitent pour s'approvisionner en denrées alimentaires pour la semaine comme ils le faisaient avec les producteurs des loumas.

En conclusion, il semble évident que la crise de la COVID 19 a eu et continue d'avoir des impacts forts négatifs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Jamais la vulnérabilité alimentaire n'a été aussi grande dans le pays. Mais, cette crise aura aussi permis de voir et de mesurer les capacités de mobilisation, d'organisation et d'adaptation de différentes catégories d'acteurs. Cette adaptation ne doit pas et ne se fera pas dans la dispersion des efforts et des initiatives. Il faut une certaine solidarité, une mutualisation des idées et des approches novatrices, des politiques plus sensibles aux réalités locales qui placent l'être humain au centre de tout développement. Sans doute, beaucoup de gains sociaux engrangés ces dernières années vont être anéantis à cause de la pandémie, tout comme beaucoup de certitudes vont être ou sont déjà remises en cause. Sur le court terme, deux chantiers se présentent devant le Sénégal : investir dans la santé et la prise en charge de la maladie pour éviter que notre système de santé ne se retrouve complètement à terre ; adopter une loi de finances rectificative pour réorienter une grosse partie des ressources de ce pays dans l'agriculture surtout dans un environnement de changement climatique. Nos ressources doivent nous servir à privilégier la recherche de l'autosuffisance alimentaire et à terme aller vers la souveraineté alimentaire dans toutes spéculations où cela est possible. La pandémie menace les marchés d'exportation, le secteur des services comme le tourisme ou les transferts de fonds des sénégalais vivant à l'étranger et qui sont si cruciaux pour beaucoup de ménages et pour notre économie. Il y a certainement des opportunités pour nous de construire des économies plus résilientes dans cette crise.